



Centre Ressource du Développement Durable
Site du 11/19 rue de Bourgogne
62750 LOOS EN GOHELLE

Marché de prestation
intellectuelle

Cahier des clauses
administratives
particulières

Marché de prestation intellectuelle :
mission d'amélioration de l'outil ESPASS

Contenu

Article 1 _Définition des prestations.....	3
Article 2 – Respect des clauses contractuelles.....	3
Article 3 – Forme du marché.....	3
Article 4 – Documents contractuels.....	3
Article 5 – Type de prix.....	3
Article 6 – Modalités de variation du prix.....	3
Article 7 – Contenu des prix.....	3
Article 8 – Arrêt de l'exécution des prestations.....	3
Article 9 – Durée du marché.....	3
Article 10 _ Délai d'exécution.....	3
Article 11 _ Opération de vérification	3
Article 12 – Utilisation des résultats- propriété intellectuelle.....	4
Article 13 – Sous-traitance des prestations.....	4
Article 14 – Modalités de paiement.....	4
Article 15 – Paiement des cotraitants.....	4
Article 16 – Paiement des sous-traitants.....	4
Article 17 – Délai de paiement.....	5
Article 18 – Avance.....	5
Article 19 – Garantie technique.....	5
Article 20 – Assurances de responsabilité civile professionnelle.....	5
Article 21– Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire.....	5
Article 22 – Résiliation.....	5
Article 23 – Exécution aux frais et risques du titulaire.....	5
Article 24 – Attribution de compétence.....	6
Article 25 – Dérogations.....	6

Article 1 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :
Marché de prestation intellectuelle : Mission d'amélioration de l'outil ESPASS à l'échelle Hauts de France

Article 2 – Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

Article 3 – Forme du marché

MAPA

Article 4 – Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant :

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- le mémoire technique
- Le DPGF
- Le cahier des clauses administratives générales - prestations intellectuelles (CCAG-PI)

Article 5 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix global et forfaitaire.

Article 6 – Modalités de variation du prix

Les prix sont fermes.

Article 7 – Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ce prix est réputé complet et comprend toutes les charges, quelle que soit leur nature, frappant la prestation. Il inclut notamment tous les frais de déplacement du titulaire ou de ses représentants ainsi que les réunions de travail.

Les prix du titulaire sont censés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, assistances éventuelles, coordination et contrôle, y compris frais généraux, impôts, taxes ou autre, ainsi qu'une marge pour risque et bénéfice.

Article 8 – Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI ; le pouvoir adjudicateur peut arrêter les prestations, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, sans autre formalité que la notification de cet arrêt, à l'issue d'une partie, volet, élément de mission, ou phase à condition que celle-ci soit assortie d'un montant.

Article 9 – Durée du marché

Les prestations débutent à la date de notification du marché et ce pour une durée de 12 mois.

Article 10- Délai d'exécution

Les conditions d'exécution ou de conduite des prestations de mission sont définies dans les documents techniques du marché. (cf CCTP)

Article 11 -Opération de vérification

Les opérations de vérifications des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 26 du CCAG PI.

Article : 12 – Utilisation des résultats – propriété intellectuelle

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option A telle que définie au chapitre IV du CCAG-PI.

Si les prestations ou les résultats du marché constitue des œuvres originales, son titulaire concède au maître de l'ouvrage les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation, et d'adaptation desdites œuvres pour la durée de l'étude, de la construction et de l'utilisation de l'ouvrage ou des ouvrages objet du présent marché et ce, à compter de la notification du marché. Cette concession vaut sur le territoire du maître de l'ouvrage pour assurer les objectifs du marché, notamment son programme fonctionnel.

Article 13 – Sous-traitance des prestations

Le prestataire peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le pouvoir adjudicateur.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Article 14 – Modalités de paiement

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde sur service fait :

La demande de paiement est établie selon les modalités suivantes : Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11,4 du CCAG PI. Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée. Elle mentionne aussi la décomposition des prix forfaitaires. Elle doit être présentée en 2 exemplaires.

Etapes de paiement :

Au commencement d'exécution de la prestation: la quotité du prix à régler est de 30 % du montant du prix initial du marché.

A réception des livrables des volets 1 et 2, dès que le pouvoir adjudicateur aura validé le contenu de ces livrables, un acompte pourra être versé :

La quotité du prix à régler à l'achèvement de cette étape est de 30 % du montant du prix initial du marché.

A réception des livrables des volets 3 et 4, dès lors que le pouvoir adjudicateur aura validé le contenu de ces livrables et admis l'ensemble des prestations, l'acompte définitif pourra être versé :

La quotité du prix à régler à l'achèvement de cette étape est de 40% du montant du prix initial du marché.

Les demandes de paiement devront être adressées à l'adresse suivante :

GIP Cerdd
Site 11/19 rue de Bourgogne
62 750 LOOS EN GOHELLE

Article 15 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Article 16 – Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le CCAP ou par un acte spécial.

Article 17 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article 40 de la loi du 28 janvier 2013, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros conformément à l'article 9 du décret du 29 mars 2013.

Conformément à l'article 2 alinéa 3 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013, les prestations feront l'objet d'une procédure de constatation de conformité, en conséquence le délai de paiement court à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée.

Article 18 – Avance

Sans objet pour le présent marché

Article 19 – Garantie technique

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-PI s'appliquent.

Article 20 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 21 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-PI, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 22 – Résiliation

Conformément au CCAG-PI chapitre 7

Article 23 – Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 36 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 24 – Attribution de compétence

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Article 25 – Dérogations

L'article Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire déroge à l'article 30.2 du CCAG-PI.